

SOCIÉTÉ HISTORIQUE ET SCIENTIFIQUE DE SOISSONS

La justice de paix de Bazoches

*(Le début de cette étude est paru dans les tomes X, XIII et XIV
des Mémoires des Sociétés d'Histoire de l'Aisne :
1964, 1967 et 1968).*

LES MŒURS :

Elles ne sont ni meilleures ni pires que celles d'aujourd'hui.

La question d'argent ne domine pas l'esprit public de la manière que nous connaissons. Les métaux jaunes ou blancs sont rares sous l'ancien régime, ils font bientôt place à des assignats trop abondants. On a vu qu'à Bazoches le juge doit préciser la valeur or de ses dommages et intérêts pour les mettre en harmonie avec les circonstances.

Le paysan de 1789 vit en circuit très fermé, il consomme ce qu'il produit, sans besoins excessifs comme sans envie stérile. Les nouvelles idées ne modifient pas ce concept économique sage.

L'achat des terres séquestrées, les contributions volontaires d'abord, puis forcées ensuite, diminuent le pouvoir d'achat, mais le papier monnaie en excès facilite le mouvement de fonds inaccoutumé.

Les statistiques de 1789 à l'an 10 révèlent à Bazoches la présence de foyers nombreux, légaux et normaux. Les ménages dominent très largement. On peut avancer que depuis les décrets sur le mariage civil, ce serait faire preuve d'incivisme et d'injure à la Nation que de méconnaître la nouvelle institution. D'ailleurs le divorce nouvellement créé offre une porte ouverte aux ménages mal fondés.

Il existe naturellement des naissances illégitimes.

Le 11 janvier 1791, le père de la fille Leleu de Vauxcéré, grosse, dit-elle, des œuvres de Jean-Marie Chapron, parvient à prouver que sa fille n'avait « jamais eu de commerce charnel » qu'avec ledit Chapron.

Le 9 Thermidor an IX, une fille enceinte, de Bazoches, vient déclarer au juge son état, mais ne veut pas dire le nom du père. On peut penser qu'il s'agit d'une filiation adultérine délibérément ignorée par les rédacteurs du Code Civil.

A Bazoches aussi, en l'an X, Marie-Jeanne Chenard confesse son état des œuvres d'Antoine Velly, fils du maréchal-ferrant, et en l'an XI, c'est à Braine, que Marie-Madeleine de Haute-Maison

viendra déclarer sa grossesse, dont François le Roux, fils du citoyen Leroux, cultivateur à Bazoches, serait l'auteur.

A ces futures naissances naturelles, la cause initiale est de tous les âges : l'amoureux séduit. La foi républicaine ne s'assortit pas toujours d'une chasteté édifiante. Tous les patriotes ne méritent pas le surnom « d'Incorruptible », loin de là, et parfois l'usage du latin serait d'un grand secours au narrateur pour ne point braver l'honnêteté de ses lecteurs.

Le 13 Germinal an III, Potelet, meunier à Blanzay, fait établir un procès-verbal par Mitelette, agent national, transcrit par Fontaine, le secrétaire greffier de la commune. Il y accuse de violences graves sur la personne de sa femme deux fismois : Tureau et Chatrie, tous deux chapeliers. Ce dernier a séduit la dite meunière « voulant j...ir d'elle, qui n'ayant (sic) pas trouvé du secours pour le moment s'est défendue et à la fin rentrée chez elle bien fatiguée et blâssée (sic) ».

Le juge de Bazoches condamne Chatrie à 310 livres d'amende et trois mois de détention, plus les frais.

Mais il y a mieux dans le genre : le comique s'allie parfois au tragique ou plutôt le grotesque au sublime, s'il faut en croire le manifeste fameux du poète qui va bientôt naître à « Besançon, vieille ville espagnole ».

Le 17 Frimaire an IX, Nicolas Desprez, gros bonnet de Paars, receveur de la Fabrique, cultivateur aisé et adjoint au maire de sa commune, apparaît le héros d'une farce truculente où nos pères, on le verra, ne mâchaient pas leurs mots et appelaient toutes choses par leur nom, sans fausse pudeur.

Donc Nicolas Desprez attrait en justice Louis-Joseph Laplace, tisserand à Paars et caporal de la Garde Nationale ; il lui reproche de l'avoir insulté publiquement sous les noms de « put...er, coureur de bor...l et voleur de commune ».

Laplace réplique « qu'il se trouve en état de prouver par témoin que Desprez avait voulu subtiliser sa femme dans une des ci-devant fêtes de Pentecôte dernière (vieux stil) (sic) en allant chez elle, qu'il lui avait compté une somme de soixante livres en assignats qu'il avait déposée sur un coffre (sic) et qu'au moment où il se disposait à j...ir de sa femme, lui défendeur, étant caché dans un appartement voisin de sa maison, il est entré le sabre à la main et a poursuivi dans la rue le ravisseur de sa femme ». Orgon, en semblable occurrence, eut montré plus d'alacrité.

Desprez, plus penaud que sincère, déclare « qu'effectivement il avait été dans les fêtes de la Pentecôte chez Laplace, mais bien pour lui payer sa contribution et non pour j...ir de sa femme, que Laplace rentrant chez lui comme un furieux, le sabre à la main, il avait préféré fuir sans être à tor (sic) d'autant que n'ayant pas d'arme, il ne pouvait se défendre contre un adversaire dangereux. »

Le jugement qui met fin à cette farce épique n'eut point été désavoué par Dandin, « ce Caton de Basse-Normandie », quoique nous soyons en Soissonnais.

« Il est constant que le demandeur a cherché à j...ir de la femme du défendeur, mais celui-ci l'a mal à propos traité de voleur. Hors de cour. » Dépens à la charge des deux antagonistes, coût : 194 livres. Le juge ne badine pas avec l'amour.

En l'an IX celà coûte aussi cher de jouer les Matamore que les les Roméo.

Cette verdeur de langage ne saurait faire passer sous silence d'autres propos où la bagatelle se trouve énoncée de manière plus congrue, c'est ainsi que Marie-Nicole Notelein de Roucy, fille de basse-cour chez Claude Delaitre, cultivateur à Glennes, vient dire au juge de Bazoches, en l'an IV, le 1^{er} Messidor, que « depuis près d'un an, elle avait fait avec ledit Delaitre, ce qu'elle n'aurait pas dû faire, et qu'en ce moment elle devait être en seinte, (sic) d'au moins sept mois, des œuvres dudit ».

La « bataille de dames » est de toutes les époques et nos lointaines aïeules n'y allaient pas par quatre chemins quand elles voulaient vider une querelle surtout si l'objet du litige leur tenait fort à cœur.

En l'an IV à Cruaux, la fille Vaumarne traite Marguerite Hubert, fille salariée chez Neveu cultivateur, de « lingère », l'accuse de lui avoir pris deux chemises « dans le temps du cueillage des poids » (sic), et dit qu'« elles se mettraient toutes ses sœurs ensemble et qu'elles déshabilleraient ladite Hubert, toute nue, pour lui prendre sa chemise ».

Heureusement le juge de Paix met bon ordre à cette menace de rixe et au scandale qui pourrait s'ensuivre.

*
**

LE CLERGÉ :

A la veille des Etats-Généraux, le clergé régional se trouve socialement plus proche du tiers-état que de son ordre naturel. Vivant au milieu des paysans, partageant leur vie rude, souffrant des entraves de l'ancien régime, il fait cause commune avec les petites gens et dédaigne ou envie les prélats.

A la réunion des trois ordres du bailliage à Soissons, en 1789, le Curé de Bazoches, M. Chevalier, demeure absent, il s'est fait représenter par le Curé de Noyant. Le 10 mars de la même année, le clergé réuni au palais épiscopal à Soissons, élit comme député et contre toute attente l'abbé Claude Delettre, curé de Berny-Rivière, alors que tout laissait à penser que Monseigneur de Bourdailles, évêque de Soissons, serait choisi. Sur les trois cents députés du clergé à la future assemblée constituante, il y aura deux cents huit curés de campagne.

Dans le canton de Bazoches, la constitution civile du clergé ne paraît point causer de grave grise de conscience (12 juillet 1790). Les treize prêtres du canton acceptent le nouveau régime, la charte qui leur est imposée et... les nouveaux émoluments : un traitement décent, un presbytère, un jardin, assurés au desservant. C'était plus

que les 740 livres, 15 sols, 6 deniers, formant la portion congrue du Curé de Bazoches en 1789. Les 105 livres 10 sols de son casuel ordinaire étaient presque entièrement absorbés par les frais : émoluments du clerc, cire, chandelle, bougie, encens, blanchissage (1 pistole ou 10 livres), entretien des cloches (5 livres 10 sous), des linges d'église (5 livres), des pains d'autel (2 livres 10 sous). Le solde ne formait qu'une somme très minime : 6 livres 10 sous 6 deniers.

Il est vrai qu'il ne recevait plus les 30 livres du fermier de la Maladrerie pour messes et prières, depuis 1743, date de l'interdit jeté par Monseigneur de Fitz-James sur la chapelle Saint-Thomas.

Il faut dire aussi que tous ces prêtres ne brillaient pas par l'intelligence, par l'élévation de pensée, peut-être pas même par la foi. De plus, il est admis que certains monastères exerçaient une pesante main-mise temporelle et spirituelle sur le clergé de cette région, et cela n'allait pas sans heurts, sans jalousies, et sans conflits parfois ouverts.

Certains prêtres ne virent pas sans satisfaction l'éviction des religieux et la saisie de la mense abbatiale. Ce fut le cas pour la riche abbaye de Chartreuse. Son revenu annuel était de 6.000 livres, plus 7.000 pour la mense abbatiale. En août 1791, on y inventoria « 44 marcs 6 onces d'argenterie, inutile à l'exercice du culte ».

Sa spoliation au profit de la Nation oblige le receveur de la dime, M. l'abbé d'Humières, le Prieur et le Procureur Jean-François Noël et les moines : Laurent Bridier et Augustin Levêque, à abandonner la communauté dissoute. Ce fut aussi cette raison qui prive Félix Minette de son emploi de garde du domaine appartenant au monastère.

La disparition de l'abbaye ne va pas sans incident. On en entendra l'écho à la Justice de Paix de Bazoches. Charles Mocquet, laboureur à la ferme de la Montagne, avait pris à bail le fermage général des revenus du couvent, par contrat du 16 octobre 1787, puis, la Révolution intervenant, il avait obtenu un nouveau bail général, par délibération du Directoire du district de Soissons, du 12 novembre 1790. Il touchait les revenus : fermages, dîmes, novales et menus suffrages, et reversait une partie de ses perceptions à la caisse du district. Les fermiers des terres refusent désormais de lui régler leur dû, il plaide contre eux. Le prieur Noël, tant qu'il demeure encore à Chartreuse, récolte ce qu'il peut des fruits de l'abbaye : blé, légumes, bois. Charles Mocquet plaide aussi contre lui. Il actionne de même Corcy, fermier du moulin de Vaux, appartenant au monastère de Chartreuse.

Un autre fait assez typique montre le peu d'unité entre réguliers et séculiers : le 26 avril 1791, 10 cultivateurs de Glennes forment une société de fait pour acheter au directoire du district de Soissons des biens appartenant au ci-devant chapitre de l'église cathédrale de Laon, sis à Glennes. A Claude Lamessine, à François Charpentier, à Pierre Prinnet, à Louis Colas, à Charles Andrieux, à Guillaume Prinnet, à Claude Delettre, à Antoine Colas, à Nicolas Vaillant, tous

de Glennes, et à Jacques Lamessine de Révillon, se joint le curé de Glennes, l'abbé Charles Detrand, et c'est au presbytère, à la nuit tombée, que se signe ce « pacte de famille ».

A Chéry, la ferme des Dames appartient au Collège Louis-le-Grand à Paris ; elle est cultivée par Pierre-Charles Pinta, qui, ensuite, va à Branges, puis par Vaumarne, et enfin par Marlier en 1793.

A la veille de la Révolution, les administrateurs de la fabrique de Saint-Thibaut sont Mignot, Laplace et Joseph Tessier. Celle-ci possède des terres, entr'autres un pichet au « Batardeau » et trois pichets à la « Grange des Marais », dont Norbert Cambray est le fermier, puis Houdelette à partir de 1792. Le prieuré est propriétaire de pièces de labour : « au Reposoir ».

Entr'autres terres, la fabrique de Ville-Savoie loue deux arpents à « La Nau ».

Après avoir été sous l'obédience de Saint-Crépin-le-Grand, monastère soissonnais, le prieuré de Saint-Thibaut-dessus-Bazoches est passé aux mains des bénédictins de Paris, au XVII^e siècle, qui y installèrent un prieur. Celui-ci recevait 40 écus par an pour réciter le bréviaire chaque jour dans l'église avec le clerc, qui recevait 50 livres. Il habitait un vaste logis, situé sur une hauteur, d'aspect féodal, et rehaussé de deux tourelles en encorbellement, et qu'on nommait « Le château ».

L'église romane, quoique très abîmée par les guerres, les incendies, dont celui du 13 août 1667 causé par la foudre, subsiste encore en 1789. Une cloche datée de 1670 survivra aux spoliations révolutionnaires. En septembre 1791, la ferme du Prieuré passe aux mains de M. Louis-Christophe Godard de Rivocet, ci-devant seigneur de Mont-Saint-Martin et Ville-Savoie.

A Bazoches, existent quelques terres appartenant à des communautés religieuses. La plupart proviennent du prieuré de Saint-Thibaut, dont le prieur des Bénédictins anglais de la rue Saint-Jacques à Paris est devenu le bénéficiaire : 30 arpents, 24 verges de terres labourables, 1 arpent 80 verges de prés morcelés, sont dans ce cas. Les Carmes de Reims ne possèdent qu'un arpent de terre en deux pièces ; trois arpents de bois, loués au sieur Prévost, procureur du Roy au bailliage de Fismes, revêtent aussi une origine monastique, mais mal précisée.

Toutes sont mises en vente et, par délibération du 29 juin 1790, la municipalité du chef-lieu se porte acquéreur d'une partie.

La cure de Bazoches possède aussi des immeubles : en 1787, le curé de Bazoches reçoit quatre pichets de blé pour le loyer d'une grange, et trois pichets et demi pour les terres et le fermage d'un arpent de labour également morcelé, en plus de sa portion congrue.

Tous ces biens sont mis à l'encan en l'an III, le 6 floréal, Pierre-François Gosselin et son épouse Marie-Madeleine Vaudran achètent cinq pièces du ci-devant prieuré de Saint-Thibaut, et le 16 floréal, trois pièces de la cure de Bazoches.

Jean-Baptiste Hippolyte Chevalier est curé de Bazoches depuis 1777. Il paraît assez incertain sur la conduite à tenir à l'égard du nouveau régime.

Il est né à Fère-en-Tardenois en 1750, a été ordonné prêtre en 1774. Il fut vicaire à Vailly, puis curé de Serval. Peut-être fut-il élu doyen du doyenné de Bazoches en 1785. Le 13 mars 1790, il vient à Fismes, à l'assemblée des curés de ce doyenné et y déclare la nomenclature des biens de sa paroisse. Figuraient à cette réunion, Beugnet, curé de Ville-Savoie, Gillet, curé de Saint-Gilles, Thibaut, curé de Courlandon, Gillet, de Magneux, Barre, de Baslieux, Arbois, de Breuil, Bouzin, de Hourges et Huet, de Mont-sur-Courville, plus Maître Antoine Pruche, curé de Fismes, qui présidait ce colloque.

Le 21 novembre 1790 et 23 janvier 1791, il prête le serment civique : « purement et simplement, dans les termes du décret du 4 janvier, sans se permettre de préambule, d'explication ou de restriction ». Puis, il se retire à Fère-en-Tardenois. Il reparaît à Bazoches, le 14 juin 1795, et reprend son ministère après avoir fait acte de soumission. Le 19 vendémiaire an IV, l'administration municipale enregistre de lui cette déclaration : « Je reconnais que l'universalité des citoyens français est le souverain et je promets soumission et obéissance aux lois de la république ». Le procès-verbal ajoute : « a signé le 25 fructidor »

Le 11 juillet 1797, l'abbé Chevalier se rétracte à Cramaille avec plusieurs de ses confrères. En 1800, il exerce le culte à Saponay, un intrus, Jacques Sébastien Gombert-Leclerc, ex-curé de Maast-et-Violaine, et ex-vicaire de Fismes, l'a supplanté à Bazoches. Peu après, Jean Raiser, curé constitutionnel de Paars, dont le certificat dit qu'il est âgé de 69 ans, dont un acte judiciaire dit qu'il porte perruque, s'annexe la cure de Bazoches.

La plupart des curés du canton de Bazoches paraissent se plier aux directives gouvernementales. Le 19 floréal an IV (8 mai 1796) les treize ministres du culte sont convoqués à Bazoches, par le directoire de ce chef-lieu, ils promettent au commissaire du pouvoir exécutif, Debraine, « tant en leur nom qu'en celui de leurs concitoyens, d'enlever tous les signes de leur culte, qui se trouvent exposés à l'extérieur, pour les renfermer dans leurs temples ». Ils émarquent ensuite leur brevet de civisme, dont tout homme public doit être pourvu selon le décret du 13 juillet 1790.

Le 17 décembre 1797, (17 Frimaire an VI), les mêmes prêtres acceptent de « reporter toutes les cérémonies religieuses le jour de la décade ».

Cette servilité dénote peu de courage, d'ailleurs certains ne possèdent point la foi du charbonnier et jettent la soutane aux orties. C'est le cas pour Guillaume Hennuy, curé de Saint-Thibaut, marié à Marie-Charlotte Françoise Mille, et depuis employé à l'hôpital de l'Egalité à Soissons. A son décès, en 1794, les scellés sont mis sur les meubles de la cure. Il s'y trouve « une table à cadrille », il faut bien se distraire, « un ballet de silence », ce qui paraît naturel

chez un ecclésiastique obligé de faire cesser le pépiement des enfants du catéchisme pendant les offices. Il s'y trouve aussi « une chaise percée », signe d'un certain confort pour l'époque, et « une statue en plâtre représentant la déesse Minerve ». On s'attendrait plutôt à découvrir quelque pieuse image et non pas une mauvaise imitation de l'antique et païenne patronne des arts, des sciences, et, soyons équitable, de la sagesse.

La persécution religieuse débute par des propos malsonnants. C'est le cas pour l'abbé Médard Sergent, curé de Vauxcéré, qui s'en explique ainsi, le 5 août 1791, au prêtre de Bazoches, il demande à Louis Durier « de ne plus à l'avenir l'injurier, ni l'insulter, comme il l'a fait dimanche dernier, en sortant de la messe et au devant de la porte de l'église, lorsque le demandeur faisait la lecture de plusieurs décrets, il lui tins (sic) plusieurs propos indécents et malhonnêtes ».

Bientôt, sous le Directoire, les événements prennent une autre tournure et les prêtres jureurs ou non doivent se cacher et attendre la fin de la tourmente révolutionnaire. Il en est ainsi pour Jean Souef, curé de Chéry-Chartreuve, après l'abbé Lefevre décédé en 1792, pour Jean-Claude Daspic, curé de Révillon, qui, en l'an IV, habite Blanzay, où il est qualifié « bourgeois », pour Beugnet, curé de Ville-Savoie, pour Detrand, curé de Glennes, et pour Charles Henry Billet, curé de Longueval en 1797. Le 10 prairial an IV, c'est comme « ci-devant curé » qu'il sollicite de l'administration cantonale, un certificat de civisme, il l'obtient. Cette pièce nous donne son signalement : « 67 ans, taille cinq pieds, neuf pouces, cheveux et sourcils châains, visage long, yeux gris, nez ordinaire, bouche moyenne, menton large, marque d'une cicatrice à côté du nez ».

Certains trouvent asile dans leur famille :

- Médard Sergent, curé de Vauxcéré, possède des cousins à Longueval et Barbonval.
- Jean Raiser, curé de Paars, luxembourgeois de naissance, trouve abri chez sa sœur. Marguerite Raiser, mariée à Antoine Bochet, jardinier de Paars. Il paraît qu'il venait dire une messe clandestine à Bazoches, chargé d'une hotte où se trouvaient les vases sacrés et les saintes espèces.
- Devie, curé de Perles, demeure à Fismes où il régenterait un petit collège.

En l'an IV, à Longueval, vit péniblement un ci-devant chartreux, Charles Antoine Laurent, il a 66 ans, et a dû quitter son ordre en 1795.

Il ne faut toutefois pas dramatiser. Dans la circonscription de Bazoches, la laïcisation, si elle fut officiellement effective, demeura, en fait, toute temporaire. Il n'y eut pas d'arrestation, ni d'exécution, ni de déportation, comme ce le fut, dans le canton de Braine, où l'abbé Louis François Hurache, curé de Dhuizel, alla mourir en Guyane, à Oyapock, le 12 septembre 1798, après un véritable calvaire.

Si en l'an IV Jean Raiser est qualifié dans un acte d'apposition de scellés : « fonctionnaire exerçant le culte », en 1802, il obtiendra le doyenné de Braine, toute nouvellement créé, aux dépens de celui de Chacrise. Jean Raiser avait été curé de Saint-Waast de Soissons, et, comme tel, avait harangué Eustache Marolle, autre intrus, élu évêque de l'Aisne, et bien entendu, jureur, assermenté et constitutionnel.

Le curé de Bruys :

Bruys ne fait pas partie du canton, quoique compris avant la Révolution dans le doyenné de Bazoches. Bruys ressort du canton de Braine et de sa Justice de Paix.

On ne peut pas parler de ce village minuscule sans évoquer la curieuse figure de son dernier pasteur.

L'abbé Martinet semble accepter très allègrement la constitution civile et toutes les conditions nouvelles créées par l'Assemblée.

Le 4 novembre 1792, il se déclare, dans une plainte au Juge brainois, « Officier public et fonctionnaire public », sans aucune autre référence à son immuable ministère.

Le même jour, sa plainte concerne deux habitants de sa paroisse qui, on va le voir, ne mâchent pas leurs mots et nomment : « un chat, un chat, et Rolet, un fripon ».

Il déclare qu'à une heure de l'après-midi, « l'assemblée étant convoquée pour la nomination d'un « officier public », les suffrages se sont portés sur lui au troisième tour », ce qui permet d'avancer que l'élection fut assez laborieuse et très discutée. Il ajoute que « après avoir fait mes remerciements à l'assemblée et lui avoir promis d'exercer avec fidélité et exactitude les fonctions honorables qui venaient de m'être confiées, je croyais me retirer en paix ». Mais à ce moment, le citoyen Louis Maugras, tisserand, à qui cette « nomination portait ombrage », a vomi contre moi, en présence du corps municipal, mille invectives, qui m'ont fait dresser les cheveux de la tête et lever les épaules à chacun des assistants ». L'abbé Martinet poursuit : « il dit que j'étais allé contre mon serment de la prêtrise, en me mariant, que j'avais fait serment de ne point baiser les filles et que j'en avais baisé, que j'étais un *ci* et que j'étais un *là* ».

Martinet offre de produire des témoins « dignes de foy ». Une demi-heure plus tard, il se trouve à nouveau insulté, dit-il, par Vimont, le jardinier du château du Bruys. Peut-être l'a-t-il quelque peu provoqué ? En effet, il admet lui avoir dit qu'il était « domestique d'un aristocrate ». A l'époque, c'était là l'insulte majeure. A l'époque aussi, cet aristocrate pas encore émigré, était Messire Pierre Louis Anne Drouyn, chevalier baron de Bruys, seigneur de Deuil-en-Brie, conseiller du Roi en sa cour de Parlement et commissaire aux requêtes du Palais. Vimont, « en place publique » rétorque que « c'était le b...l qui m'avait rendu patriote et que j'avais épousé une femme malhonnête, etc. etc. » assure l'e...curé.

Là encore, le plaignant propose l'audition de témoins pour le samedi suivant.

Tout cela n'était sans doute que médisances ou calomnies ou même paroles désobligeantes de concurrents politiques malchanceux.

Le juge Morize, vraisemblablement, classe l'affaire, nous n'en saurons jamais le dénouement.

**

ASSIGNATS ET GROS SOUS :

De 1790 à 1802, la commune et la paroisse de Cuiry-Housse font partie du canton de Braine.

A la veille de la Révolution, le curé de Cuiry, Pierre, Jean-Baptiste Colinard, vit paisiblement dans son presbytère. Il est servi par Agathe Marcel, nous ignorons les âges respectifs de l'une et de l'autre.

Cette servante doit être économe de ses deniers, n'est-ce pas là une des vertus majeures de ces humbles domestiques ?

Elle amasse sou à sou quelques six cents livres « sonnantes » et, tout naturellement, elle confie ce petit pécule « en valeur métallique », à Monsieur le Curé, contre « un intérêt de 5 % sans retenue ».

La Révolution va dans ce village comme ailleurs bouleverser les situations et même les affaires financières.

Monsieur le Curé prête-t-il serment à la Constitution ou bien se classe-t-il dans les insermentés et réfractaires, on ne le sait.

Le curé de Cuiry devient « marchand » à Soissons. Agathe Marcel déclare « qu'elle fut obligée de quitter son maître et qu'elle s'est trouvé forcée de faire la demande, à mon dit sieur Colinard, de toutes les sommes qu'il reçut d'elle à titre de placement, l'intérêt ne pouvant lui suffire pour se procurer ce dont elle avait besoin ».

L'ex-abbé rembourse la somme, mais non pas en « monnaie métallique ».

C'est là que se situe le drame fiduciaire.

Le 24 septembre 1807, deux témoins : Michel Flamant, huissier audencier à Soissons et Pierre Ocry, perruquier, viennent assister la plaignante qui ne sait ni lire ni écrire.

L'ex-curé Colinard s'exécute partiellement en assignats. A Soissons, en 1807, il signe une reconnaissance de dette envers sa servante sous forme de rente viagère de cinquante francs par an... Il lui promet cette somme « pendant toute sa vie seulement » de Saint Martin en Saint Martin. Il note avoir reçu d'elle donation comme

vente « qu'elle m'a fait pardevant notaire de ses meubles, linges et autres effets et de l'argent comptant, qu'elle pourra avoir et de ce qui pourra lui être dû, soit par billet ou de toute autre manière ».

Il ajoute : « ceci à cause de tout l'argent et effets qu'elle a reçu de moi, en sortant de chez moi et à cause de tout l'argent qu'elle a reçu encore de moi depuis et tous les ans depuis ce temps-là ».

Cette mince affaire prouve ce que furent les crises motivées par la Révolution, tant sur le plan de la Foi que sur celui de la vie quotidienne

R. HAUTION.

Hector Crinon

Hector Crinon fut un poète picardisant, sculpteur sur bois et laboureur. Il se définissait lui-même : « Haricotier » c'est-à-dire modeste cultivateur.

Il vécut au siècle dernier, né en 1807, sous l'Empereur, le premier, il mourut sous le troisième, en 1870, le jour même de Sedan.

Il a écrit des « Satires », qui sont de petits chefs-d'œuvre d'humour, de bon sens, de sagesse et d'affection pour le terroir picard. Il y montre aussi une certaine philosophie, toujours empreinte d'une foi chrétienne profonde.

Le 14 mai 1972, à Vraignes-en-Vermandois, son village, on a remplacé le buste du poète sur son socle. Ce buste est dû au ciseau du sculpteur amiénois, Pierre Bazin.

Une messe fut dite à son intention. M. l'abbé Daguin, dans son homélie, souligna l'inspiration mystique dans l'œuvre de cet écrivain.

Le matin les organisateurs de cette petite manifestation allèrent se recueillir sur la tombe du poète.

L'après-midi, tour à tour, le maire de Vraignes, MM. R. Debrie et M. Garnier, M. Le Premier Président Camus, M. Poutrain, directeur de l'école, et le sous-préfet de Péronne exprimèrent leur admiration pour ce poète patoisant, peu connu dans les milieux littéraires officiels. Ils dirent aussi leur vif intérêt pour cette langue picarde ignorée des cénacles et des académies.

Notons qu'il suffit d'ouvrir un « Petit Robert » pour s'apercevoir qu'une très large majorité de mots français sont tout droit issus du picard.

Quoique originaire du Languedoc, M. le Sous-Préfet de Péronne, rendit hommage à la langue d'oïl et à ses tenants.